

## **Projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon Saint-Exupéry - Turin.**

La présente révélation de faits s'inscrit dans un contexte général qui peut être qualifié de douteux compte tenu de faits graves survenus dans la gestion de ce dossier.

Un rapport des "Carabinieri" et un jugement du Tribunal correctionnel de Turin révèlent des pratiques qui créent le doute légitime sur l'utilisation des fonds européens.

Les bilans comptables publiés par la société Lyon Turin Ferroviaire SAS, qui perçoit des financements de l'Union Européenne, présentent des anomalies pour lesquelles aucune explication n'a été fournie malgré la demande conjointe de l'association ANTICOR, de FLARE et de la Coordination des opposants au Lyon Turin.

### **1/ Contexte général.**

#### ***1/A Doute légitime su un marché public concernant une galerie dite de reconnaissance entre les pieds des galeries de Saint Martin de la Porte et La Praz.***

Ce marché a fait l'objet d'une divulgation par la presse en avril 2012 du montant de l'évaluation interne de la société Lyon Turin Ferroviaire SAS (LTF) alors que l'appel d'offres publié le 22 décembre 2012 pour des travaux de creusement d'une partie du tunnel qui s'inscrit dans le projet de nouvelle ligne entre Lyon et Turin.

Après cette divulgation, le marché a été attribué par LTF à la société SPIE BATIGNOLLES qui siège au Conseil d'Administration de l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD) présidé par Monsieur Hubert du Mesnil également président de l'IGD.

#### ***1/B Un début de l'ouvrage définitif présenté comme galerie de reconnaissance géologique.***

Dans un rapport géologique publié sous la signature de trois géologues de la société LTF, ceux-ci déclarent que la connaissance acquise permet de lancer les travaux définitifs et que les rares incertitudes seront levées à l'avancée du creusement. Ils ont ainsi démontré que la qualification de galerie de reconnaissance ne peut être retenue.

Cette présentation qui pourrait être qualifiée de trompeuse porte préjudice à l'Union Européenne, puisque le financement des études bénéficie d'une participation à hauteur de 50% alors que le projet définitif ne peut y prétendre.

La démonstration qu'il ne s'agit pas d'une galerie de reconnaissance est au surplus apportée par le marché de creusement dont la durée de réalisation est de dix ans. Il s'agit donc bien de travaux qui s'inscrivent dans une construction à long terme et non dans le cadre d'études.

#### ***1.C/ Transfert d'affectation comptable surprenant.***

On relève en effet dans les comptes de cette société une somme de 10,322 millions pour des travaux affectés à une galerie de reconnaissance en territoire italien

appelée "VENAUS" puis un "basculement" de ce montant en début d'exercice 2010 vers un compte désormais appelé "MADDALENA". Pourtant, il n'y a eu aucun percement de galerie sur le site de Venaus et le site de la Maddalena est distant de onze kilomètres de celui de Venaus.

Une dépense de plus de dix millions d'€uro sans qu'aucune installation ne soit réalisée est difficilement envisageable. Il n'est pas plus envisageable que des études pour une localisation déterminée soient intégralement transférables à un autre site.

**1.D/ Une somme prêtée intitulée "Avances sur Commandes".**

Par ailleurs il apparaît sur les comptes de LTF SAS un montant de 7 545 837 € dans un compte intitulé "Avances et acomptes sur commandes". Ce montant se retrouve dans les bilans des années 2007, 2008, 2009, 2010, 2011. Les comptes 2006 font en outre, apparaître un montant de 7 673 756 € qui pourrait intégrer tout ou partie du montant de 7 545 837 €. Le fait que cette somme se trouve inscrite sans modification au cours de cinq exercices fiscaux interdit toute qualification d' "Avances et acomptes sur commandes" mais doit être considéré comme un prêt dont il conviendra de savoir s'il a été remboursé.

**1.E/ Des coûts d'investissements bureautique en Italie difficilement explicables.**

Lorsque l'on rapporte les investissements réalisés en mobilier et en informatique par salarié, en France et en Italie, à partir des bilans comptables publiés par LTF, on constate un écart de coûts inexplicable.

Le montant investi en France, pour 33 personnes en moyenne, s'élève pour la période 2002 - 2013 à **248 129 €uro**, soit un investissement moyen de **7 417 €uro** par salarié et par an, ou encore un investissement annuel moyen par salarié de 618 €uro.

En Italie, pour 19 personnes en moyenne, le montant investi pour la période 2002 - 2013 s'élève à **570 536 €uro** soit un investissement moyen par salarié de **30 466 €uro** par salarié et par an ou encore un investissement annuel moyen par salarié de **2 539 €uro**.

L'investissement pour les postes mobilier et informatique par salarié a donc été 4,11 fois supérieur en Italie qu'en France sur la période de 2002 à 2013.

**1.F/ Un accord troublant au regard des dispositions de l'Organisation Mondiale du Commerce et des règles nationales ou européennes de libre concurrence ou d'ententes illicites.**

L'accord entre la France et l'Italie daté du 30 janvier 2012 contient des termes dont il est légitime de penser qu'ils ouvrent la possibilité d'ententes ou de limitation de la concurrence.

L'annexe 3 de cet accord au dernier paragraphe comporte ce texte :

Les Parties engageront par ailleurs une discussion avec les autres pays alpins et la Commission européenne, en vue d'éviter que les niveaux de tarification ferroviaire retenus dans chaque Etat ne génèrent une concurrence entre itinéraires collectivement néfaste à chacun des grands projets alternatifs transalpins.

Il est légitime de comprendre cette formulation comme une invitation à limiter la concurrence entre les différents exploitants ferroviaires au préjudice des consommateurs.

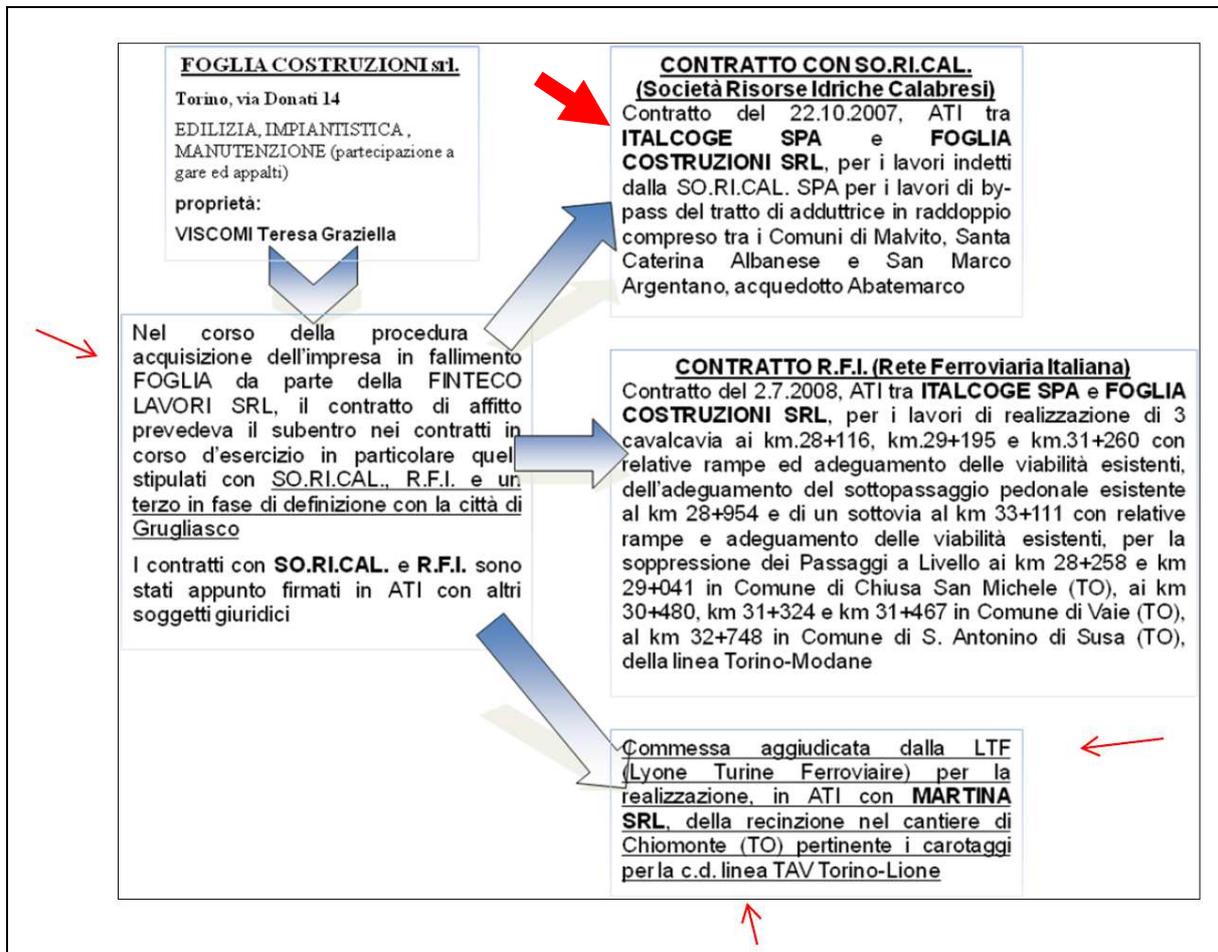
## 2/ Un chantier public sur lequel intervient des sociétés liées aux organisations du crime organisé.

### 2.A/ Intervention des sociétés Italcoge et Martina sur le chantier LTF de la Maddalena.

La photographie ci-dessous atteste que les sociétés italiennes Italcoge et Martina sont bien intervenues sur le chantier dont le maître d'ouvrage est Lyon Turin Ferroviaire.



Le rapport de "Carabinieri" daté du 19 décembre 2011 dans une enquête sur l'organisation criminelle "Ndrangheta" identifie parfaitement la société ITALCOGE comme liée au crime organisé et particulièrement à la 'Ndrangheta.



Sur la base d'écoutes téléphoniques reproduites dans ce rapport, il est établi des liens directs entre les interventions de la société Italcoge et les personnes visées par l'enquête (page 521, 593, 602, 603, 604)

Page 520

Il giorno 05.06.2009 alle ore 15.55 BENA Maurilio (utilizzando il telefono 3460982994) chiama IARIA Giovanni (progressivo nr.62 ALL.5, ANN.17 utenza 3484269905 in uso a IARIA Giovanni):

**IARIA:** ehhh...salve Geometra!

**BENA:** poi non le rompo più oggi!...senta...

**IARIA:** no!...io sono qui a Leini!...sono qui a Leini...

Page 521

*BENA:* **ah!...eh!...no!...ascolti...mi è venuta in mente una cosa...ehmm...quello là**

**MARTINA...**

*IARIA:* *si!*

*BENA:* **...la proposta che ci doveva mandare...io non l'ho ricevuta ancora...magari c'è la manderà lunedì!**

*IARIA:* **ma lì...(inc.)...loro sono come noi...**

*BENA:* *uhm!*

*IARIA:* *...perchè lì lavora...*

*BENA:* *lo chiamo io va!...lo chiamo io...*

*IARIA:* *si!...(inc.)...tanto...*

*BENA:* *si si!...no no no no no!...era solo per...*

Page 592

Particolarmente rilevante appare il fatto che IARIA Giovanni ha la possibilità di far lavorare la ditta di BRESCIANI che vuole aiutare poiché in difficoltà **“BRESCIANI se non gli diamo noi qualcosa lui è fermo, ha 65 operai lui”**.

Effettivamente la **“BRESCIANI BRUNO srl”** si trovava in difficoltà economica e nel febbraio 2010 fallirà come sopra specificato.

**VISCOMI continua dicendo voleva affiancare la società “ITALCOGE” per l’effettuazione di lavori, utilizzando un’impresa ove sarebbe stato socio occulto.**

Page 593

[...]

IARIA: siccome è intestata alla FOGLIA in coabitazione con...incomp... (ndr conversazione disturbata)...

VISCOMI: si e entra....praticamente se ne esce FOGLIA e entra un altro

[...]

VISCOMI: questo non è un problema, cioè entra praticamente un'altra azienda al posto mio perchè deve integrare ITALCOGE giusto!

[...]

VISCOMI: ...quelli che ci sono secondo me si può partire così, con questi due che si sono che secondo me sono già abbondanti

IARIA: uhm

VISCOMI: non sono pochi Giovanni, sono circa sette milioni e mezzo

[...]

VISCOMI: no...no...no e te lo dico cioè se io faccio un'altra società

IARIA: eh

VISCOMI: è chiaro che non devo risultare io no, però questo è un accordo interno no poi

IARIA: si

VISCOMI: che comunque alla fine entra un'altra società perchè deve integrare la parte mancante ITALCOGE, tanto se non ci sono io ci sarà un altro di sicuro

IARIA: perchè la cosa non ha i requisiti di farla da sola?

[...]

▶ La società "ITALCOGE" nominata nella conversazione, è senza dubbio la "ITALCOGE SPA" di proprietà della famiglia LAZZARO, con sede in Susa, corso Inghilterra 12B, società che ha ottenuto il subappalto per la costruzione di recinzioni ed altro al cantiere per la costruzione della linea ad alta velocità, c.d. T.A.V. ◀

La "ITALCOGE SPA", prima del fallimento definito dal Tribunale di Torino il 2 agosto 2011, ha effettuato tali lavori presso la T.A.V. unitamente alla "FOGLIA COSTRUZIONI GENERALI Srl" di VISCOMI Teresa Graziella, che come detto è stata titolare di **FOGLIA COSTRUZIONI S.R.L.** sino all'acquisto del ramo d'azienda da parte delle società di VISCOMI Agostino e MACRI' Giovanni.

→ **Quadro informativo riguardo la ITALCOGE SPA.** ←

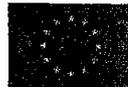
Società per azioni con sede legale in Susa (TO) corso Inghilterra n.12/B, costituita il 10.03.1992.

**Dal 2.08.2010, è in corso procedura di fallimento avanti il Tribunale di Torino, il quale ha nominato curatore VIGNA Michele.**

Le attività svolte, da oggetto sociale, sono l'assunzione di lavori e imprese o appalti per costruzione e lavori stradali e ferroviari, acquedotti, gallerie, fognature e movimento terra di qualsiasi altro genere, sia da parte di enti pubblici sia da privati; l'attività estrattiva, anche in

Il n'est pas contestable que la société ITALCOGE qui apparaît sur les panneaux de chantier de la Lyon Turin Ferroviaire (LTF) est bien celle visée par le rapport des "Carabinieri".

Cette société a bien perçu des fonds provenant de la société LTF SAS dans le cadre des travaux de fourniture et pose de barrières anti-intrusion. Le contrat conclu entre LTF SAS et ITALCOGE est une preuve incontestable de l'utilisation des fonds de l'union européenne par cette société:



**FICHE CONTRAT N° C11070**

**Préparation de chantier - Réalisation d'une clôture anti-intrusion sur le site de la galerie de reconnaissance de La Maddalena.**

**Entre d'une part :**

Lyon Turin Ferroviaire SAS, Société par Actions Simplifiée, avec un capital de 1.000.000,00 Euros, société de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Chambéry, sous le numéro 439 556 952 et dont le siège social est situé au 1091 avenue de la Boisse, BP 80631, 73006 CHAMBERY - France, représentée par Maurizio BUFALINI Personne Responsable du Marché en qualité de Directeur Travaux, par la suite dénommée

« **LTF SAS** » ou « **LTF** » ;

**ET d'autre part**

Le groupement Italcoge SpA - Martina Service Srl, dont le mandataire est ITALCOGE SpA, au capital de 1.000.000,00 Euros, société de droit italien, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Turin, sous le numéro 06289970011 et dont le siège social est situé Corso Inghilterra n°12/b, 10059 SUSANA - Italie, représentée par Laura LAZZARO en qualité de Représentant Légal par la suite dénommée "Le Prestataire" ;

**ARTICLE 1 - OBJET :**

Le présent marché, de nature fractionnée, a pour objet la préparation du chantier de la galerie de reconnaissance de la Maddalena (commune de Chiomonte) notamment par la réalisation d'une clôture anti-intrusion.

Le marché est à bons de commande étant précisé que des ordres de services spécifiques ayant valeur de bons de commande détailleront la nature précise des prestations attendues et conformes au Cahier des Charges.

Ces sociétés ont été mises en liquidation judiciaire comme l'indique ce même rapport d'enquête.

**2.B/ Le Directeur Général de LTF condamné par la justice italienne.**

La société Lyon Turin Ferroviaire avait comme Directeur Général Monsieur Paolo Comastri désigné à ces fonctions par décision de l'Assemblée Générale du 21 février 2003.

Raggruppamento tra:

**GEODATA**  
(Mandataria)



Servizi PCM per la realizzazione del  
cunicolo esplorativo di Venaus

Indirizzo: c/o GEODATA - C.so Duca degli Abruzzi 48/E - 10129 TORINO - Tel.: 011-5810611 Fax: 011-597440

Torino, 11 maggio 2011

Ns.Prot. U02298/XL0144/1187

Spettabile  
**ATI Italcoge SpA (mandataria)**  
**Martina Service Srl (mandante)**  
Corso Inghilterra 12/b, 10059 Susa

**LYON TURIN FERROVIAIRE**  
Galleria San Federico, 16  
10121 TORINO  
alla c.a. **Ing. M. Bufalini (anticipata via mail)**  
**Dott. P. Gilli**

### ORDINE DI SERVIZIO N.01

**Oggetto:** Cunicolo esplorativo della Maddalena - Recinzioni provvisorie a presidio dell'area di cantiere - Approvvigionamenti per lavori della prima fase.

Con riferimento al verbale di consegna lavori di cui al contratto C11070 del 05/0572011 ed in riferimento alla necessità di attivare con apposito Ordine di Servizio ogni fase di lavoro

### SI DISPONE

l'immediato approvvigionamento dei materiali relativi alla realizzazione della prima fase esecutiva (v. allegato 1 del Cahier des charges) ed in particolare 300m lineari di recinzione realizzati con elementi prefabbricati appoggiati sul terreno regolarizzato e sovrapposta pannelli anti-intrusione (v. Allegato 3 al Cahier des charges) e 350m lineari realizzati con elementi prefabbricati interrati e sovrapposta rete anti intrusione (v. Allegato 4 al Cahier des charges) nonché le baracche per l'alloggiamento del personale impiegato in cantiere. Tali quantità sono da considerarsi indicative in quanto incrementabili in relazione alla reale conformazione del terreno, la cui verifica sarà a carico dell'Appaltatore.

U02298/XL0144/1187

Le décompte général définitif récapitule tous les travaux qui sont supposés avoir été exécutés. Parmi ceux-ci la pose et la fourniture de portes grillagées métalliques galvanisées "cancello metallico zincato" précisant "montanti, battenti, griglia, serrature, cerniere" (montants, battants, grilles, fermetures, charnières)

pag. 4

| Num.Ord.<br>TARIFFA | INDICAZIONE DEI LAVORI<br>E DELLE<br>SOMMINISTRAZIONI  | Quantità | IMPORTI   |              |
|---------------------|--|----------|-----------|--------------|
|                     |  |          | unitario  | TOTALE       |
|                     | RIPORTO  |          |           | 1'249'480,30 |
| PR3                 | <p>Questo prezzo remunera, a unità, la fornitura e posa di un portale provvisorio.<br/>Esso comprende:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fornitura e la messa in opera di un cancello metallico zincato (montanti, battenti, griglia, serrature, cerniere ...);</li> <li>- la fornitura e posa in opera dei plinti e cordolo di fondazione in cls (posati in opera o prefabbricati), casseri e armatura compresi;</li> <li>- tutti gli elementi di raccordo con le recinzioni esistenti;</li> <li>- la fornitura delle chiavi di tale cancello nel numero di dieci (10) esemplari.</li> </ul> <p>La proprietà dei materiali è trasferita gratuitamente dall'Aggiudicatario alla Stazione Appaltante.</p> <p style="text-align: right;">SOMMANO U</p> | 13,500   | 5'481,30  | 73'997,55    |
| PS1                 | <p>Studi</p> <p>Questo prezzo remunera, forfetariamente e globalmente, la totalità degli studi, della documentazione inerente l'ambiente, la qualità e la sicurezza e l'analisi dei metodi di esecuzione.</p> <p>Questi prezzi saranno pagati in due tranches:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50% alla fine del periodo di preparazione;</li> <li>- 50% dopo la fine delle attività e la consegna della documentazione finale.</li> </ul> <p style="text-align: right;">SOMMANO Forf</p>   | 0,500    | 33'461,34 | 16'730,67    |

De façon surprenante, on trouve dans les dépenses de LTF payées dans ce contrat, "les moyens mis à la disposition des forces de l'ordre".

|             |  |       |            |            |
|-------------|--|-------|------------|------------|
| LISTA n° 17 | <p>Mezzi a disposizione delle forze dell'ordine.</p> <p>Vedi Allegato n° 1 al SAL n° 3 - "PRESTAZIONI IN ECONOMIA".</p> <p style="text-align: right;">SOMMANO n.</p> | 1,000 | 100'816,00 | 100'816,00 |
|-------------|--|-------|------------|------------|

Il conviendra de déterminer si ces dépenses ont été financées par les cofinancements accordés par l'Union Européenne. En effet, les opérations de maintien de l'ordre des Etats membres ne peuvent être incluses dans les financements européens pour des études et des reconnaissances.

L'ensemble des travaux et études a été arrêté au montant de 1,787 million d'€uro

| Num. Ord.<br>TARIFFA                     | DESCRIZIONE<br>E DELLE<br>SOMMINISTRAZIONI                          | unità di<br>misura | Quantità | IMPORTI  |                     |
|--|---|--------------------|----------|----------|---------------------|
|  |   |                    |          | unitario | TOTALE              |
| <b>RIEPILOGO STATO FINALE DEI LAVORI</b> |   |                    |          |          |                     |
|  | OPERE A CORPO   |                    |          |          |                     |
|  | OPERE A MISURA  |                    |          |          | 1 347 316,11        |
|  | ONERI SUPPLEMENTIVI DELLA SICUREZZA                                 |                    |          |          | 12 158,32           |
|  | LAVORI IN ECONOMIA  |                    |          |          | 438 759,77          |
|  | <b>TOTALE COMPLESSIVO ALLO STATO FINALE PER LAVORI PARI A Euro</b>  |                    |          |          | <b>1 798 234,20</b> |
|  | ANTICIPAZIONI SU FATTURA  |                    |          |          |                     |
|  | Nessuna   |                    |          |          | -                   |
|  | <b>SOMMANO GLI IMPORTI PER ANTICIPAZIONI SU FATTURA PARI A Euro</b> |                    |          |          |                     |
|  | <b>TOTALE COMPLESSIVO ALLO STATO FINALE PARI A Euro</b>             |                    |          |          | <b>1 798 234,20</b> |
|  | Si deducono gli acconti corrisposti per lavori:                     |                    |          |          |                     |
|  | Certificato di Pagamento n° 1 in data 23/06/2011                    |                    |          |          | 326 443,68          |
|  | Certificato di Pagamento n° 2 in data 01/08/2011                    |                    |          |          | 325 292,06          |
|  | Certificato di Pagamento n° 3 in data 05/09/2011                    |                    |          |          | 481 441,20          |
|  | Certificato di Pagamento n° 4 in data 03/10/2011                    |                    |          |          | 499 103,66          |
|  | Certificato di Pagamento n° 5 in data 13/10/2011                    |                    |          |          | 155 459,90          |
|  | <b>SOMMANO GLI ACCONTI CORRISPOSTI PER LAVORI PARI A Euro</b>       |                    |          |          | <b>1 787 740,50</b> |
|  | <b>RESULTA IL CREDITO DELL'IMPRESA DI Euro</b>                      |                    |          |          | <b>10 493,70</b>    |
|  | (dieci Euro Diecimilaquattrocentonovantatre/70)                     |                    |          |          |                     |

Compte tenu du prix payé pour chaque porte grillagée anti-intrusion (5.481 €uro) dont il est rapporté la preuve qu'elles n'ont pas été réalisées en acier galvanisé, il est légitime de savoir si la qualité des matériels est conforme au descriptif du décompte général approuvé par LTF SAS, de même qu'il est nécessaire de déterminer si les prix unitaires ne sont pas surévalués et que des prestations ou fournitures ne sortent pas du champs des financements de l'union européenne.

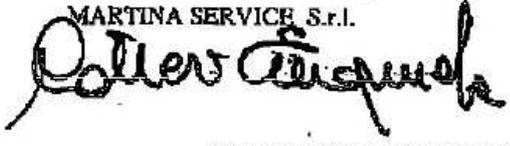
Les photographies prises aux abords du chantier prouvent de façon incontestable que ces grilles ne sont pas en acier galvanisé mais en acier brut non traité comme le démontre l'oxydation.



Dans ces conditions il conviendra de savoir comment et pourquoi la société LTF SAS a contracté avec des entreprises liées aux organisations criminelles.

La société LTF SAS ayant connaissance des liens entre cette société et les organisations criminelles ne semble pas avoir pris de disposition particulière pour sanctionner les personnes de son organisation responsables des commandes et des paiements.

Ainsi, le signataire de ce décompte est Piergiuseppe GILLI agissant en qualité de responsable des constructions Italie LTF:

|                  |  |   |
|------------------|--|---|
| Data, 28/10/2011 | <b>MARTINA SERVICE SRL</b><br><b>UNIPERSONALE</b><br>L'IMPRESA<br>MARTINA SERVICE S.r.l. | <b>IL DIRETTORE DEI LAVORI</b><br>ING. ENRICO FORNARI |
|                  |         | <b>IL DIRETTORE DEI LAVORI</b><br>Ing. Enrico Fornari |
|                  | <b>IL RESPONSABILE COSTRUZIONI ITALIA LTF</b>  |   |
|                  | <b>DOTT. PIERGIUSEPPE GILLI</b><br><b>Lyon Turin Ferroviaria - LTF S.A.S.</b>            |   |
|                  | <b>CANTIERE "La Maddalena" - CHIOMONTE</b>   |   |
|                  | Sede ammi. va: Piazza Piazza, 46 - 10128 TORINO<br>Partita IVA 09332340010               |   |

Il semble que cette personne soit toujours en poste au sein de la société LTF SAS.

Ce point est intrigant au regard de la situation de la société LTF SAS, puisque des documents incontestables démontrent que le Directeur Général, monsieur Paolo Comastri et le Directeur des travaux, monsieur Walter Bendetto ont été condamnés pour "trucage d'appel d'offres" (Article 353 du Code Pénal Italien "impedisce o turba la gara nei pubblici incanti ...").

**P.Q.M.**

Visti gli artt. 533ss. c.p.p.

- dichiara **BENEDETTO Walter, COMASTRI Paolo e PROCOPIO Vincenzo** responsabili del delitto contestato al capo 1) e **PROCOPIO Vincenzo** responsabile altresì del delitto contestatogli al capo 3) e, riconosciute a tutti le circostanze attenuanti generiche con giudizio di prevalenza sull'aggravante per **COMASTRI** e di equivalenza per **BENEDETTO** e **PROCOPIO**, condanna **BENEDETTO Walter** alla pena di **1 anno di reclusione ed €. 600.00 di multa**; **COMASTRI Paolo** alla pena di **8 mesi di reclusione ed €. 400.00 di multa**; e **PROCOPIO Vincenzo** alla pena di **1 anno e 3 mesi di reclusione ed €. 900.00 di multa**, riconosciuto il vincolo della continuazione tra i reati a carico di quest'ultimo; con entrambi i benefici di legge a **BENEDETTO** e **COMASTRI** ed il beneficio della sospensione condizionale della pena a **PROCOPIO Vincenzo**;

Par jugement daté du 13 février 2011, le tribunal correctionnel de Turin a condamné Monsieur Paolo Comastri à une peine de prison de 8 mois. Il a été condamné en compagnie de Monsieur Walter Benedetto Directeur des travaux pour des faits commis au sein de la société Lyon Turin Ferroviaire "trucage d'appel d'offres".

Les écoutes téléphoniques reproduites dans le jugement montrent qu'ils ont tenté de soustraire à la justice italienne des documents en tentant de les transférer en France au siège de la société LTF à Chambéry. (pages 117, 118, 119)

***Telefonata nr. 457 del 18/11/2004 delle ore 13.15 in partenza dall'utenza telefonica nr. 335-5979463 in uso a Comastri Paolo e in arrivo sull'utenza nr. 335-6427788 in uso a Benedetto Walter***

|        |   |
|--------|---|
| WALTER | Pronto?   |
| PAOLO  | Walter?!  |
| WALTER | Dimmi.  |
| PAOLO  | Tu hai il dossier del P.C.M. nel tuo armadio..                        |
| WALTER | Sì. Il dossier sì, una copia.   |
| PAOLO  | Non è una copia è un originale, quello.                               |
| WALTER | No, era la copia che avevam portato a Torino.                         |
| PAOLO  | No. Guarda che quello è l'originale, perchè è rimasto lì. Ascolta me. |
| WALTER | Sì.   |
| PAOLO  | Quella copia li devi farla avere il più presto possibile a Chambéry.  |
| WALTER | Eh.. sì.. senz'altro..  |
| PAOLO  | E' venuta la Finanza, oggi.   |
| WALTER | Ma.. eh.. dove?   |
| PAOLO  | A Torino.   |
| WALTER | Eh.. è nel mio armadio, dove.. nella porta chiusa.                    |



PAOLO Eh.. devi dire a Roberta di farla arrivare qui, a Chambéry. Ci pensa Marco dai, ci pensa Marco, Stai tranquillo.

WALTER No.. no.. no.. ma.. eh, non..

PAOLO Abbiamo avuto un regalino..

WALTER Come - abbiamo avuto un regalino -, in che senso?

PAOLO Eh.. se.. se è venuta la Finanza..

WALTER Ma per guardare cosa?

PAOLO Per guardare il P.C.M..

WALTER Ma.. *[breve pausa]* ma dimmi te..

PAOLO Eh, no? E sai chi ce lo ha fatto, il regalino?

WALTER Eh.. posso immaginare..

PAOLO Eh, sì..

WALTER Mah..

PAOLO Digli allo "zio", che ha detto l'ingegner Comastri, che quel signore.. deve girar.. deve girare alla larga da questa società..

WALTER no, ma..

PAOLO che non si deve far più vedere, eh?!

WALTER No, ma.. eh.. no, scusami.. ah, tu dici, que.. no, io pensavo.. a.. cioè..

PAOLO no.. no..

WALTER quel signore che..

PAOLO eh.. quel signore là. Hai capito?

WALTER Sì.. che.. so che ha.. so che ha delle rogne.

PAOLO Eh, adesso la rogna se.. io non gliela voglio creare, ma io non lo voglio più vedere uno che fa una cosa di questo tipo, eh? Anche perchè, onestamente, non capisco su cosa la basa. Comunque l'importante, siccome qui, poi, c'è il problema di aver le carte a posto, fammi 'sta cortesia, fallo avere subito..

WALTER No, purtroppo non.. Roberta oggi ha il problema a casa, non c'è, io non..

PAOLO *[probabilmente rivolto a terza persona:] Roberta non c'è, tu quando ci vai?*

WALTER Io, domani mattina..

PAOLO *[voci sovrapposte]*

PAOLO *[probabilmente rivolto a terza persona:] Domani c'è qualcuno?*

PAOLO *[si sente la voce di una terza persona dire: "C'è Roberta, domani."]*

PAOLO Domani c'è, Roberta, mi dice Marco.

WALTER Sì.. sì.. domani mattina, c'è Roberta, c'è tutto il giorno.

PAOLO E, allora, domani c'è anche Marco, quindi la cosa la risolviamo dai. Tu devi andar lì oggi pomeriggio, no?

WALTER Sì. Io sto.. sto andando lì, quindi..

PAOLO Vabboh..

WALTER No, ma non..

PAOLO Vedremo come.. vedremo come..

PAOLO *[voci sovrapposte]*

WALTER ma non capisco che cosa sia legato.. so che lui era.. cioè, era.. diciamo..

La société a été interpellée sur son absence de constitution civile dans ce procès et n'a pas répondu à ces interpellations.

Les faits remontent à 2004, et il est incompréhensible que Monsieur Comastri soit resté en poste au sein de LTF jusqu'à son remplacement en 2011. Il disposait en effet de délégations de signature pour les marchés jusqu'à dix millions d'€uro.

## LYON TURIN FERROVIAIRE

Société par Actions Simplifiée  
au capital de 1 000 000 Euros  
Siège social : 1091 avenue de la Boisse  
73000 CHAMBERY

1<sup>ère</sup> SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
12 novembre 2001

❖ ❖ ❖

- 3 -

### Délégation de pouvoirs du président au directeur général

Ayant pris acte que les articles 12 et 13 des statuts de la Société définissent respectivement les attributions du président et du directeur général et après avoir pris connaissance du projet de délégation de pouvoirs du président au directeur général nécessaires à l'exercice de ses missions,

le Conseil d'administration, adopte la présente

délibération n° 3

Le conseil d'administration approuve la décision par laquelle le président de la Société donne délégation de pouvoirs au directeur général pour :

- autoriser la passation des conventions et contrats dont le montant est inférieur à 10 millions d'euros ;
- autoriser la passation des marchés dont le montant est inférieur à 10 millions d'euros à l'exception des marchés de prestations intellectuelles et de leurs avenants pour lesquels le montant est inférieur à 100 000 euros ;
- passer et signer toute convention, contrats, marchés, protocole ou traité ;
- nommer et révoquer les agents ; déterminer en accord avec le président leurs attributions, leurs résidences, et ce, dans le cadre de l'organigramme de la Société approuvé par le conseil d'administration ;
- acquérir aux prix, charges et conditions qu'il jugera convenables tous immeubles bâtis ou non bâtis, portions d'immeubles ou droit immobiliers nécessaires à l'activité de la Société ;
- prendre à bail tous immeubles bâtis nécessaires à l'activités de la Société ; renouveler tout bail, donner tout congé, faire dresser et reconnaître tout état des lieux

FL



Monsieur Paolo Comastri est resté en poste en qualité de Directeur Général jusqu'à l'assemblée générale qui s'est tenue en 2011, après sa condamnation.

## LYON TURIN FERROVIAIRE

Société par Actions Simplifiée  
au capital de 1 000 000 Euros  
Siège social : 1091 avenue de la Boisse  
73000 CHAMBERY

TRIBUNAL de COMMERCE  
de CHAMBERY

DÉPÔT du 11 AVR. 2003

N° 2034001 Le Greffier,

(2001 B470)

### PROCES-VERBAL DE LA 6<sup>ème</sup> ASSEMBLEE GENERALE

- ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE -

EN DATE DU 21 FEVRIER 2003

L'an deux mille trois,  
Le 21 février  
A Paris

Les associés de la société LYON TURIN FERROVIAIRE, société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 Euros, divisé en 2 000 actions d'une valeur nominale de 500 Euros chacune, dont le siège social est sis 1091, avenue de la Boisse - 73000 Chambéry, se sont réunis au siège de Réseau Ferré de France, Tour Pascal A - 92045 La Défense Cedex, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR

1. Election du Président de séance
2. Approbation du projet d'ordre du jour
3. Nomination du Directeur Général de LYON TURIN FERROVIAIRE
4. Modification de l'article 11 A des statuts
5. Fixation de la rémunération du Directeur Général de LYON TURIN FERROVIAIRE
6. Orientations en vue de l'attribution des délégations au Président et au Directeur Général

#### Sont présents :

- |   |                      |
|---|----------------------|
| - Réseau Ferré de France (RFF)<br>représenté par Monsieur Jean-Pierre DUPORT<br>propriétaire de | 1 000 actions        |
| - Rete Ferroviaria Italiana (RFI)<br>représentée par Monsieur Mauro MORETTI<br>propriétaire de  | 1 000 actions        |
| <b>Total des parts</b>  | <b>2 000 actions</b> |

Les deux actionnaires possédant ensemble la totalité des actions composant le capital social de la société étant présents, l'Assemblée est apte à délibérer.

La séance est ouverte par Monsieur Jean-Pierre DUPORT, élu Président de séance, en présence de Monsieur François LÉPINE, Président de la Société, et Monsieur Paolo COMASTRI, candidat au poste de Directeur Général de la société.

FL 17 C 2003

M. Patrice RAULIN, de nationalité française, né à Laxou, le 16 août 1947 et domicilié pour sa charge au siège social de LTF SAS, 1091 avenue de la Boisse, 73006 Chambéry – France.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



**SEPTIEME RESOLUTION**  
(point 5 de l'ordre du jour)

Conformément à l'article 13 des Statuts, les Associés nomment en tant que Directeur Général de LTF SAS sur proposition de RFI

M. Marco RETTIGHIERI, de nationalité italienne, né à Rome, le 4 mai 1958 et domicilié pour sa charge au siège secondaire de LTF SAS, Piazza Nizza, 46 – 10126 Turin – Italie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**HUITIEME RESOLUTION**  
(point 6 de l'ordre du jour)

Les Associés décident d'attribuer une rémunération au Président et au Directeur Général pour l'exercice de leurs fonctions. Le montant de leur rémunération sera fixé par les représentants des deux Associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**NEUVIEME RESOLUTION**  
(point 6 de l'ordre du jour)

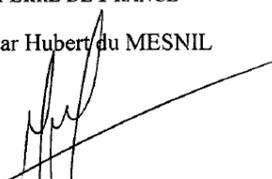
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal en vue de l'accomplissement de toute formalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce qui précède, il a été adressé, en deux exemplaires originaux, le présent procès-verbal qui a été signé par les Associés.

**RESEAU FERRE DE FRANCE**

Représenté par Hubert du MESNIL

  
**M. Hubert du MESNIL**  
Président de RFF

**RETE FERROVIARIA ITALIANA**

Représentée par Michele Mario ELIA

  
**M. Michele Mario ELIA**  
Administrateur Délégué de RFI

Il est important de noter que l'un des signataires de l'assemblée générale est Monsieur Hubert Du Mesnil en sa qualité de Président de Réseau Ferré de France

dont il a été le président de 2007 à 2012, il a ensuite été nommé Président de la société LTF SAS, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

Par ailleurs, il ressort d'un document consultable sur le réseau Internet intitulé "



Tribunale Civile e Penale di Torino  
Ufficio dei Giudici per le indagini preliminari

N. 11574/11 RGNR  
N. 20549/11 RGGIP

**ORDINANZA DI APPLICAZIONE DI MISURA CAUTELARE**

que des pratiques douteuses existent en relation avec la société LTF SAS, la société ITALCOGE et Martina. Les intervenants étant monsieur TORO Giovanni (condamné et emprisonné), monsieur LAZZARO Ferdinando pour la Italcoge. Monsieur ELIA de la société LTF SAS. Cela ressort des écoutes téléphoniques qui y sont reproduites de la page 940 à 942 :

TORO, infatti, in merito alle modalità esecutive del lavoro riferiva:

- di aver ricevuto da ELIA della LTF la richiesta di posare di 12 centimetri di asfalto, poiché sarebbero stati effettuati dei controllati con i "carotaggi" *"italcoge punto it.. senti questo il primo problema... secondo problema... è che ELIA.. davanti a noi aveva detto... 8 centimetri.. arriviamo... lì.. fa <<; no no... dovete metterne 12... soffici... fanno le carote... 10 pressati..."*;

- che sul fondo erano stati stesi solo due centimetri di materiale fresato e l'asfalto avrebbe avuto difficoltà ad aderire *"eh lo so!.. tu spero che si attaccano... 2 cm di fresato?!?... una bella minchia!... ehh.. // tu pensi di... //eh si si... eh eh eh eh // si attacca a sta copp.... senti prima mi hai detto... non fare offerte... ma guarda che (inc) a maggio..."*.

LAZZARO rassicurava l'interlocutore riferendo che il giorno precedente si era accordato con ELIA stabilendo di mettere 10 centimetri "soffici" e che i carotaggi sarebbero stati fatti solo nei punti dove c'era più materiale, facendo intendere all'interlocutore di non parlare di queste cose al telefono *"...abbiamo parlato.. di... di.. abbiamo parlato di 10 centimetri ieri... eh! // ehhhhhhh un*

LAZZARO spiegava che sarebbe stato opportuno parlare di ciò a voce e che il lavoro era stato commissionato dalla LTF all'ATI MARTINA – ITALCOSTRUZIONI, invitando l'interlocutore a limitarsi di fare ciò che gli aveva richiesto senza fare domande "io ti ho offerto sto lavoro qui! non c'entra!... non fa niente... no // qui la committente è l'ATI. MARTINA... ITALCOSTRUZIONI... però il contratto tu ce l'hai... // ah! L.T.F // L... L.. Livorno Torino Firenze... è laaa la... Lyon Turin Ferriere.. la società che sta facendo.. // si.. fa parte di quel lavoro che ti ho detto.. che avevano chiuso... // vabbè.. non fare troppe domande... che mi hai già rotto i coglioni.. fammi sto.. sto lavoro!" (vds conv.3947 del 18.10.2011 ut. 3494718004 TORO G.)

Nel tardo pomeriggio del 20.10.2011, TORO Giovanni telefonava alla sorella Nadia ed in seguito la conversazione proseguiva con il cognato Loris. TORO diceva al suo interlocutore di guardare il telegiornale di Rai Tre perché erano stati inquadrati i suoi mezzi nel cantiere della Tav a Chiomonte, ed aggiungeva che erano stati costretti a nascondersi "ma guarda tutto a posto è un'altra cosa... la facciamo andare.. la facciamo andare.. oh! ma guardatevi un attimo voi che potete su Rai Tre della zona di Torino... che hanno inquadrato... oggi hanno inquadrato i macchinari... lì a... Chiomonte... lì alla Maddalena... della TAV...//... ci siamo asfaltati!" (n.4035).

Ancora, in data 16 novembre 2011 TORO Giovanni, uscito dalla sede della ITALCOGE, commentava con NOVERO Tiziano in primo luogo le modalità approssimative con le quali era stato effettuata la posa dell'asfalto a Chiomonte, ed in secondo luogo la mancanza del POS per i lavori eseguiti; in data 23 novembre 2011, TORO chiedeva a LAZZARO Ferdinando istruzioni sui lavori da fare a Chiomonte. LAZZARO invitava l'interlocutore a fare mettere in contatto il suo geometra NOVERO Tiziano con ELIA della LTF, così avrebbero potuto fissare una data per l'inizio dei lavori.

Nel mese di dicembre venivano registrate alcune conversazioni che dimostravano sia l'influenza esercitata da LAZZARO Ferdinando in seno al consorzio "VALSUSA", che di fatto considerava sua proprietà, sia il ruolo di unico interlocutore della committente LTF. In una di tali conversazioni, avvenuta il 21 dicembre 2012, alle 14.32, LAZZARO Fernando e TORO Giovanni parlavano approfonditamente delle dinamiche interne al consorzio Valsusa, dei rapporti tra i consorziati, e degli scopi che essi stessi si prefiggevano di raggiungere attraverso lo stesso. Eloquente il seguente dialogo: "T:di brutto! Nando; L:che bel CONSORZIO! ... eh?; T:prendiamo tutto noi! Nando; L:prendiamo tutto noi.... ; T:e poi tutti che lavori facciamo fare....; L:ma sai ?; T: li prendiamo tutti..".

941

Il conviendra d'identifier si l'interlocuteur ELIA de la société LTF SAS dont le prénom est probablement Pietro (pietro.elia@lft-sas.com), a des liens familiaux directs ou indirects avec Monsieur Michele Mario ELIA représentant de RFI au sein de la société LTF SAS.

Ces quelques éléments de preuve démontrent que des pratiques douteuses existent entre LTF SAS et certains de ses fournisseurs.

Ces faits ont d'ailleurs été relevés dans un courrier signé par les associations ANTICOR et FLARE :



FLARE France

Coordination des Opposants au Lyon Turin

Monsieur Didier MIGAUD  
Premier Président de la Cour des Comptes  
13 rue CAMBON  
75001 PARIS.

**Objet : Dossier Lyon Turin Ferroviaire (LTF)**

Chambéry le 16 janvier 2013

Monsieur le Premier Président,

Nous vous remercions de votre réponse au courrier du 16 octobre 2012 relatif au projet Lyon Turin.

Il nous semble constater que nos analyses, parallèles, nous ont menés aux mêmes observations :

- ☒ Des prévisions de trafic surestimées,
- ☒ Des coûts largement sous-évalués,
- ☒ Des alternatives crédibles et moins coûteuses écartées,
- ☒ Des capacités existantes sous-utilisées,
- ☒ De probables manques d'indépendance,
- ☒ Des hypothèses de report du passage Sud vers le Nord, irréalistes et réfutées y compris par SNCF ...

En collaboration avec l'Association Anticor et l'ONG Flare, nous vous adressons un nouveau courrier, ayant découvert dans les comptes de Lyon Turin Ferroviaire (LTF) ce qui pourrait être qualifié de pratiques douteuses et de comptes insincères.

La société Lyon Turin Ferroviaire fonctionnant grâce aux subventions publiques nationales et européennes, son siège étant situé à Chambéry, et l'actionnaire à 50% étant RFF (établissement public), elle nous apparaît pouvoir être contrôlée par votre institution.

Nous avons établi le tableau comparatif joint au présent courrier et nous vous prions de bien vouloir trouver en pièces jointes ce qui nous semble relever de la compétence de la Cour des comptes.

Il s'agit des problématiques suivantes :

### III/ Le Directeur Général de la société LTF Monsieur Paolo COMASTRI

Monsieur Paolo COMASTRI, ancien directeur général de la société Lyon Turin Ferroviaria SAS, en charge notamment de la réalisation de la galerie de Venaus, a été condamné à 8 mois de prison en première instance pour « turbativa d'asta », qui peut se traduire par « trucage d'appel d'offre », pour des faits remontant à 2004 au sein de la société LTF. Il a d'ailleurs été condamné avec Monsieur Walter BENEDETTO également employé par la société LTF.

(Tribunale Ordinario di TORINO – Terza Sezione Penale – SENTENZA – 8 février 2011 - page 143)

Pour votre information, nous vous indiquons que Monsieur COMASTRI disposait d'un pouvoir de signature de LTF SAS, pour les marchés de travaux limité à 10 millions d'€ et à 100.000 € pour les marchés de prestation de service.

**Enfin, les comptes rendus d'écoutes téléphoniques de la Justice italienne retranscrites dans le jugement du 8 février 2011 su Tribunal de TURIN (pages 117 et 118) montrent que Monsieur Comastri aurait tenté de soustraire des preuves à la justice italienne en les transférant au siège de la société LTF SAS à Chambéry.**

### IV/ Des sociétés travaillant pour LTF

Plusieurs sociétés travaillant avec LTF SAS sont l'objet de diverses procédures, il s'agit notamment des sociétés ITALCOGE, MARTINA SRL et GEO MONT.

Un document daté du 19 décembre 2011 a été établi par la « Legione Carabinieri Piemonte e Valle Aosta » (Services Financiers de la Gendarmerie italienne) sur les activités de la 'Ndrangheta à la demande du Procureur de la République de Turin.

On trouve dans le rapport des Carabinieri (page 604) un tableau récapitulatif des sociétés en contact avec cette organisation qui y est qualifiée de criminelle, parmi lesquelles les sociétés Italcoge et Martina travaillant également pour LTF.

Cette situation intrigue d'autant que les sociétés MARTINA et ITALCOGE ont connu de sérieuses difficultés : la décision rendue en Chambre du Conseil du Tribunal de Turin le 28 juillet 2011 peut poser questions compte tenu du marché « simplifié » confié par LTF SAS aux sociétés Italcoge SpA et Martina Service Srl.

**Concernant la société MARTINA SRL, au moins l'une des sociétés apparentée et ses associés ont également fait l'objet de faillite et la presse italienne a révélé que les associés auraient fait l'objet d'une condamnation pour faillite frauduleuse.**

**Dès lors quelles sont les conséquences de ces marchés publics pour la société LTF SAS et pour les fonds publics qu'elle utilise ?**

On trouve au registre du commerce italien la création d'une société MARTINA SERVICE SRL en date du 20 avril 2011 qui semble être la société avec laquelle LTF SAS a formalisé le marché « simplifié » tel que cela est rapporté dans le Rapport Financier 2011 de LTF SAS à la page 14.

3

Ce courrier a également été adressé aux présidents successifs de LTF SAS mais n'ont pas reçu de réponse en retour.

Enfin, l'accord franco-italien daté du 30 janvier 2012 comporte des dispositions en matière de droit applicable à la réalisation du chantier transfrontalier, qui sont dangereuses au regard de la situation décrite ci-dessus.

Cet accord prévoit en effet, que le droit applicable est exclusivement le droit français. La conséquence directe de cette disposition est la disparition en matière de marché

public pour le chantier franco-italien de l'arsenal judiciaire anti-mafia du droit italien, notamment dans les dispositions de l'article 82 et suivants du décret législatif du 6 septembre 2011 N° 159 Code des lois anti-mafia et des mesures de préventions, ainsi que les nouvelles dispositions en matière de documentation anti-mafia selon les article 1 et 2 de la loi du 1<sup>er</sup> août 2010 N° 136.

De la sorte, une société italienne qui ne disposerait pas de son attestation anti mafia peut se prévaloir du droit français. En cas de perte de l'attestation en cours de marché, le droit italien impose l'arrêt des travaux par la société qui serait visée par la mesure d'interdiction.

Selon les dispositions de l'accord et le droit français applicable, les dispositions anti mafia seront de fait inapplicables.

### **Article 10 – Droit applicable**

#### **10.1 Compte tenu de l'unité physique et fonctionnelle de la section transfrontalière :**

a) la passation et l'exécution des contrats de travaux, services et fournitures conclus par le Promoteur public pour l'exécution de ses missions sont régies, sous réserve des dispositions de l'article 6.5 du présent Accord, par le droit public français et, sous réserve des dispositions du b) ci-dessous, les litiges qui s'y rapportent relèvent de la compétence des juridictions administratives françaises. Toutefois, la passation et l'exécution des contrats sans lien direct avec la conception, la réalisation ou l'exploitation des ouvrages de la section transfrontalière et qui ne doivent s'exécuter que sur le territoire italien, sont régies par le droit italien et les litiges qui s'y rapportent relèvent de la compétence des juridictions italiennes;

c) l'accomplissement des procédures d'autorisation, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme et d'aménagement foncier, nécessaires à la réalisation de la section transfrontalière, est régi par le droit français pour la partie de l'ouvrage qui se situe sur le territoire français et par le droit italien pour la partie de l'ouvrage qui se situe sur le territoire italien;

d) sous réserve des stipulations de l'article 10.2, le droit applicable aux dommages causés à quiconque du fait de la construction, de l'existence, de l'entretien, de l'exploitation, de la sécurité et de la sûreté des ouvrages de la section transfrontalière est le droit français.

La Désignation d'un nouveau Directeur Général pour la société LTF SAS.

L'Assemblée Générale de LTF a désigné aux fonctions de Directeur Général Monsieur Maurizio Buffalini :

**Troisième résolution en français :**

Conformément à l'article 13 des Statuts, les Associés nomment en tant que Directeur Général de LTF SAS, sur proposition de RFI :

M. Maurizio BUFALINI, de nationalité italienne, né à Rome le 21 octobre 1962 et domicilié pour sa charge au siège secondaire de LTF SAS, Piazza Nizza 46 – 10126 Turin - Italie.

**Troisième résolution en italien :**

Conformemente all'articolo 13 dello Statuto, gli Associati nominano in quanto Direttore Generale di LTF SAS su proposta di RFI :

Il convient de préciser que le Directeur Général dispose au sein de la société LTF d'un pouvoir de signature pour les marchés de travaux de dix millions d'€uro.

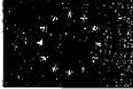
Le choix de cette personne permet de nourrir un doute légitime sur la gestion de la société LTF SAS qui bénéficie du cofinancement de l'Union Européenne.

En effet, Monsieur Buffalini exerçait auparavant la fonction de Directeur des Travaux de la société LTF.

Du fait de cette fonction, il apparaît comme signataire d'une commande au profit des sociétés ITALCOGE et MARTINA :

|                                     |                |  |                   |
|-------------------------------------|----------------|--|-------------------|
| Fait à Chambéry                     |                | le 05/05/2011 en deux exemplaires originaux          |                   |
| Pour le prestataire                 |                | Pour LTF SAS (Personne Responsable du Marché - PRM ) |                   |
| Nom : LAZZARO                       | Prénom : Laura | Nom : BUFALINI                                       | Prénom : Maurizio |
| Qualité : Représentant Légal        |                | Qualité : Directeur Travaux                          |                   |
| Signature : en vertu des pouvoirs : |                | Signature :  |                   |
| Page Contrat C11070                 |                | Page 4 sur 5   |                   |
| 3 modifications                     |                |  |                   |

Son intervention a été faite dans le cadre du contrat de fourniture de la clôture anti intrusion dont il a été démontré que la fourniture ne correspond pas au bon de commande.

|   |   |
|---|---|
| <br>LYON TURIN FERROVIAIRE | Questo progetto è cofinanziato dalla Unione europea (TEN -T)                        |
| FM: FM2268  |  |
| CA: 20440   | Ce projet est cofinancé par l'Union européenne (RTE -T)                             |
| C: C11070   |   |

**FICHE CONTRAT N° C11070**

**Préparation de chantier - Réalisation d'une clôture anti-intrusion sur le site de la galerie de reconnaissance de La Maddalena.**

**Entre d'une part :**

Lyon Turin Ferroviaire SAS, Société par Actions Simplifiée, avec un capital de 1.000.000,00 Euros, société de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Chambéry, sous le numéro 439 556 952 et dont le siège social est situé au 1091 avenue de la Boisse, BP 80631, 73006 CHAMBERY - France, représentée par Maurizio BUFALINI Personne Responsable du Marché en qualité de Directeur Travaux, par la suite dénommée  
« LTF SAS » ou « LTF » ;

**ET d'autre part**

Le groupement Italcoge SpA - Martina Service Srl, dont le mandataire est ITALCOGE SpA, au capital de 1.000.000,00 Euros, société de droit italien, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Turin, sous le numéro 06289970011 et dont le siège social est situé Corso Inghilterra n°12/b, 10059 SUSANA - Italie, représentée par Laura LAZZARO en qualité de Représentant Légal par la suite dénommée "Le Prestataire" ;

**ARTICLE 1 - OBJET :**

Le présent marché, de nature fractionnée, a pour objet la préparation du chantier de la galerie de reconnaissance de la Maddalena (commune de Chiomonte) notamment par la réalisation d'une clôture anti-intrusion.

Le marché est à bons de commande étant précisé que des ordres de services spécifiques ayant valeur de bons de commande détailleront la nature précise des prestations attendues et conformes au Cahier des Charges.

Ainsi, le signataire du marché avec les entreprises liées au crime organisé comme le rapporte le rapport des "Carabinieri" se trouve promu Directeur Général.

Il est légitime de douter de la pertinence de ce choix, comme il est légitime de se questionner sur l'utilisation et la destination des financements apportés par l'Union Européenne.